

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023



REGLEMENTATION :

- La loi du 6 février 1992, dans ses articles 11 et 12, a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget qui était déjà prévue pour les départements (loi du 2 mars 1982).
- L'article I.2312-1 du CGCT reprend cette disposition : dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au cours du conseil municipal sur les orientations générales du budget.
- De plus, dans le nouvel article I 2312-1 du CGCT, il est désormais prévu que le conseil municipal débattenne sur un rapport établi par l'exécutif relatif aux orientations budgétaires (ROB). A l'issue du débat, le ROB doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.
- Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget par l'assemblée.
- Ainsi, le conseil municipal prend non seulement acte de la tenue du débat mais également de l'existence du rapport précité.

CONTEXTE NATIONAL :

- Le projet de loi de finances (PLF) 2023 a été déposé par le gouvernement au parlement le 26 septembre 2022 et adopté en première lecture le 24 novembre dernier dans un contexte d'instabilité géopolitique et de hausse des prix notamment des matières premières, de l'énergie et des denrées alimentaires.
- Ce contexte entraîne un phénomène d'inflation (inflation de 5.3 % en 2022 et de 4.2 % en 2023) qui se répercute de facto sur les budgets des collectivités.
- Le gouvernement table sur des prévisions de croissance de 2.7% en 2022 et de 1% en 2023.
- En 2022 comme en 2023, le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB, alors que le déficit budgétaire de l'Etat se réduirait de 14 milliards d'euros, pour atteindre 158.50 milliards en 2023.
- Le poids de la dette publique baisserait de 111.50% du PIB en 2022 à 111.20% en 2023.
- Le bouclier tarifaire énergétique est prolongé en 2023, avec une hausse des prix contenue à 15% à partir du 1^{er} janvier 2023 pour le gaz et à partir du 1^{er} février 2023 pour l'électricité (sans ce bouclier, la hausse aurait dépassé 100%). Le coût brut de la mesure est estimé à 45 milliards d'euros et son coût net à 16 milliards d'euros.
- Pour protéger le revenu disponible de tous les ménages, même lorsque leurs salaires augmentent, le barème de l'impôt sur le revenu sera indexé sur l'inflation.
- L'année 2023 se traduira également par la suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales. 20% des ménages les plus aisés la règlent encore.
- Concernant les entreprises, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée sur 2 ans, en 2023 et en 2024.
- La suppression de cet impôt de production, créé en 2010, vise à accroître la compétitivité des entreprises françaises, notamment dans le secteur industriel.
- Concernant les collectivités locales, les concours financiers de l'Etat passent de 52.32 à 53.45 milliards d'euros (soit +2.15%).
- Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1.5 milliards d'euros en 2023, aussi appelé « fonds vert », doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales.
- Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation...) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission...).
- Pour compenser le produit de la CVAE des entreprises, les départements et le bloc communal se verront attribuer une fraction de la tva, qui sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires.
- Pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi milliard d'euros est budgété.

LES DOTATIONS DE LA COMMUNE:

	DGF Dotation Globale de Fonctionnement	DSU Dotation de Solidarité Urbaine	DNP Dotation Nationale de Péréquation	DSR Dotation de Solidarité Rurale	TOTAL
2016	934 519 11% des recettes	0	353 313 4,16 % des recettes	174 196 2,05 % des recettes	1 462 028 17,21 % des recettes
2017	864 277 10,11% des recettes	0	328 654 3,85 % des recettes	220 150 2,57 % des recettes	1 413 081 16,53 % des recettes
2018	847 639 8,86% des recettes prévues	0	310 354 3,24% des recettes prévues	96 116 1% des recettes prévues	1 254 109 13,10% des recettes prévues
2019	841 067 7,11 % des recettes prévues	0	402 804 3,41 % des recettes prévues	155 752 1,32 % des recettes prévues	1 399 623 11,83 % des recettes prévues
2020	842 581 7,82 % des recettes prévues	0	265 322 2,46 % des recettes prévues	100 050 0,93 % des recettes prévues	1 207 953 11,22 % des recettes prévues
2021	844 052 7.23 % des recettes prévues	0	245 187 2.10 % des recettes prévues	267 380 2.29 % des recettes prévues	1 356 619 11.62 % des recettes prévues
2022	845 759 6.45 % des recettes prévues	0	227 980 1.74 % des recettes prévues	185 193 1.41 % des recettes prévues	1 258 932 9.60 % des recettes prévues

Soit une baisse cumulée de 881 851 € ces 7 dernières années

En 2021, la commune a perçu 165 614 € de DSR Cible qu'elle ne percevait pas les années précédentes du fait de son faible potentiel financier par habitant et du faible revenu moyen par habitant par rapport à la moyenne de la strate. En 2022, cette DSR cible a été divisée par 2 et ne devrait plus être perçue en 2023 sauf nouvelle détérioration des rations pré-cités.

EVOLUTION DE LA FISCALITÉ :

2017			2018			2019		
Taux	Bases réelles	Produit réel	Taux	Bases réelles	Produit réel	Taux	Bases réelles	Produit réel
15,19%	12 418 840	1 886 421,80	15,19%	12 662 778	1 923 475,98	15,19%	12 979 756	1 971 625,00
						locaux vacants		28 744,00
17,81%	9 159 351	1 631 280,41	17,81%	9 402 093	1 674 512,76	17,81%	9 678 787	1 723 792,00
64,94%	187 308	121 637,81	64,94%	189 776	123 240,53	64,94%	190 736	123 864,00
		3 639 340,02			3 721 229,27			3 848 025,00
ROLES SUPPLEMENTAIRES		417				ROLES SUPPLEMENTAIRES		5430
		-207 825						
		3 431 932,02			3 721 229,27			3 853 455,00
Observations 2017						Observations 2019		
* pénalités carence logements sociaux : -207 825 €						* rôle supplémentaire : 5 430 €		
* rôles supplémentaires : +417 €								

2020			2021		
Taux	Bases réelles	Produit réel	Taux	Bases réelles	Produit réel
15,19%	13 086 176	1 987 790,00	15.19%	4 662 801	708 279.00
locaux vacants	233 007	35 394,00	locaux vacants	257 921	39 178.00
17,81%	9 778 505	1 750 366,00	46.00%	9 976 675	3 828 410.00
64,94%	194 747	126 469,00			coefficient correcteur appliqué
		3 900 019,00	64.94%	195 985	127 273.00
ROLES SUPPLEMENTAIRES		11 542			4 703 140.00
PENALITES		-109 885	ROLES SUPPLEMENTAIRES		8 117
			PENALITES		-329 085
		3 801 676,00			4 382 172.00
Observations 2020			Observations 2021		
* rôle supplémentaire : 11 542 €			* rôle supplémentaire : 8 117 €		
* pénalités carence logements sociaux : -109 885 €			* pénalités carence logements sociaux : - 329 085 €		

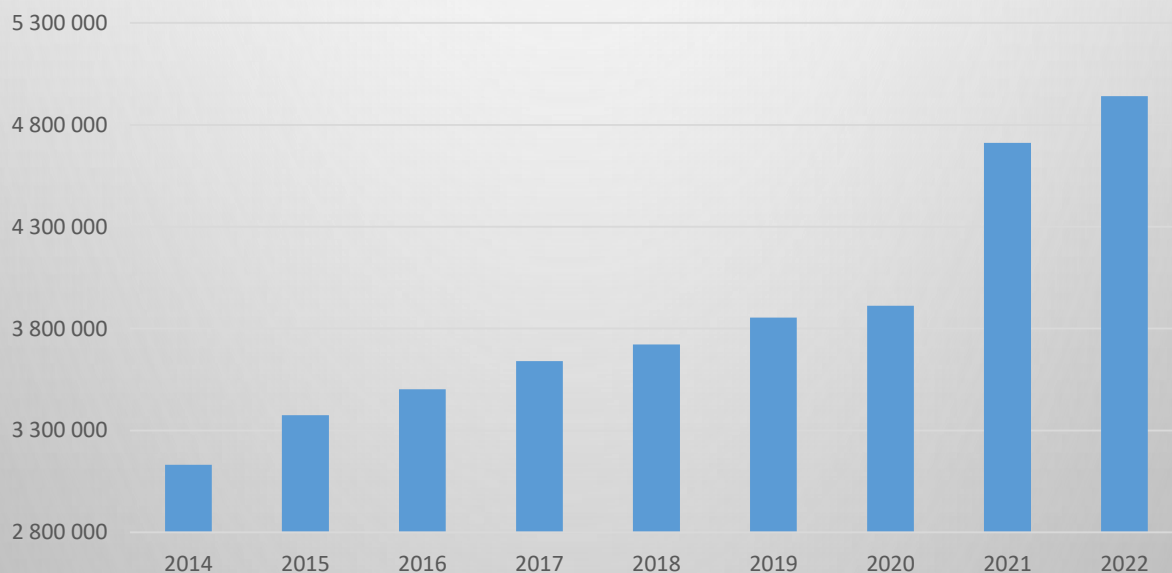
2022		
Taux	Bases réelles	Produit réel
15.19%	4 945 206	751 177.00
locaux vacants	215 553	32 743.00
46.00%	10 433 968	4 013 412.00
coefficient correcteur appliqué		
64.94%	218 676	142 008.00
		4 939 340.00
ROLES SUPPLEMENTAIRES		1 658
PENALITES		-319 730
		4 621 268.00

Observations 2021

* rôle supplémentaire : 1 658 € au 01/12/2022

* pénalités carence logements sociaux : - 319 730 €

Evolution recettes fiscales



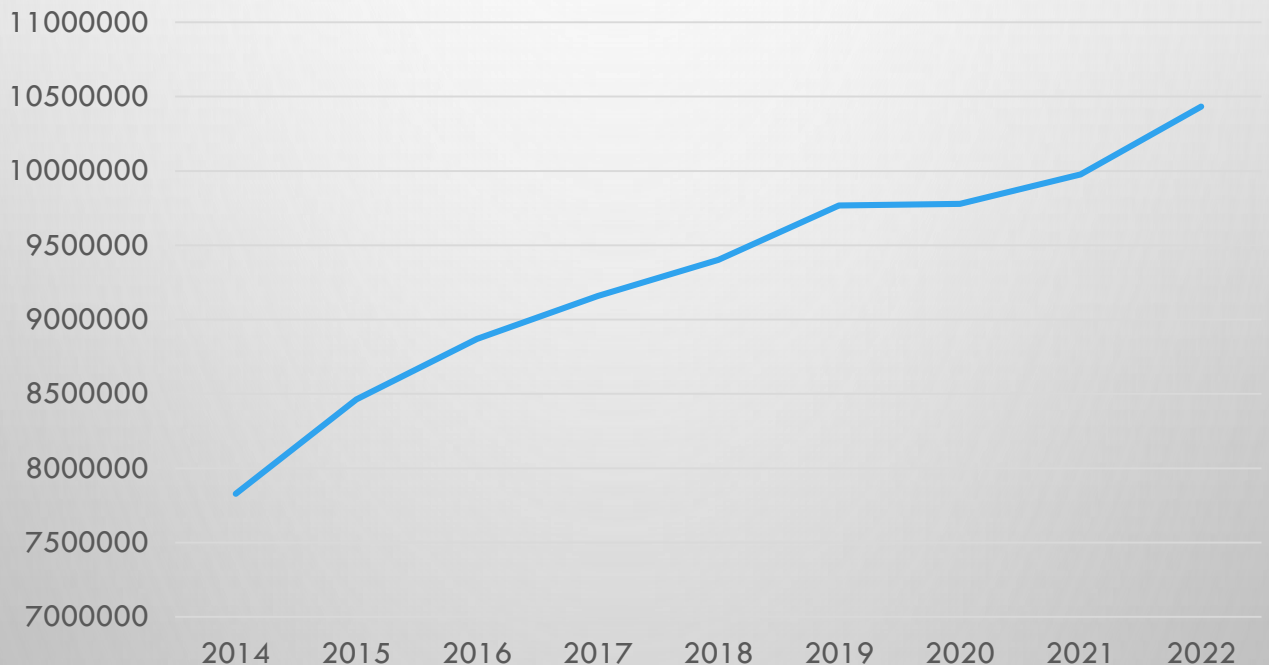
EVOLUTION DES BASES FISCALES

Evolution physique des bases fiscales

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bases	7 827 679	8 463 351	8 870 132	9 159 351	9 402 093	9 678 787	9 778 505	9 976 675	10 433 968
Actual. des bases (loi des finances)	0.90%	0.90%	1.00%	0.40%	1.10%	2.20%	0.90%	0.20%	3.40%
Evol. Physique des bases/n-1	0.27%	7.22%	3.81%	2.86%	2.65%	2.94%	1.03%	2.03%	4.58%
Evolution annuelle/n-1	1.17%	8.12%	4.81%	3.26%	3.75%	5.14%	1.93%	2.23%	7.98%

* L'evolution physique des bases correspond aux actions de l'observatoire fiscal afin d'avoir une égalité devant l'impôt pour tous.

Elle traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement fiscal de la commune en matière de taxe foncière bâtie.

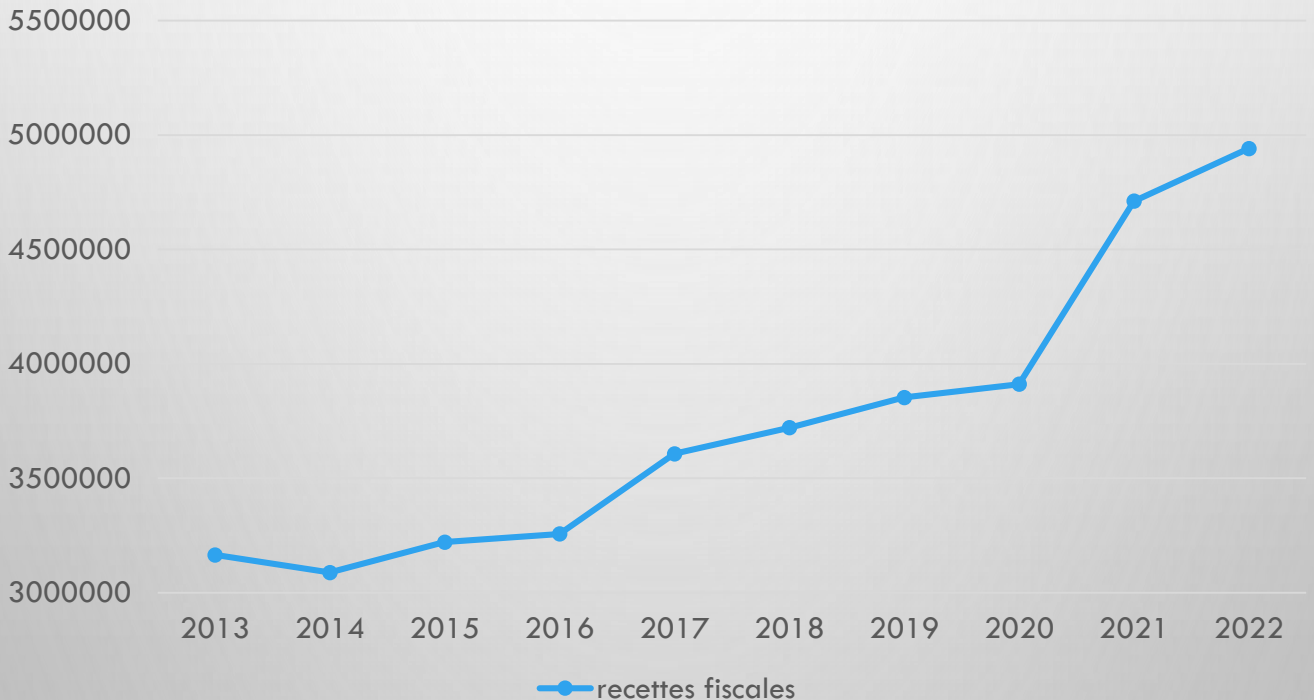


EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

Evolution des recettes fiscales (avant prélèvement des pénalités)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taxe d'habitation	1 617 752	1 591 901	1 740 171	1 766 741	1 886 422	1 923 476	1 971 625	1 987 790	708 279	751 177
Locaux vacants	0	0	0	0	0	0	28 744	35 394	39 178	32 743
Taxe foncière bâti	1 417 463	1 412 896	1 507 323	1 579 771	1 631 280	1 674 513	1 723 792	1 750 366	3 828 410	4 013 412
Taxe foncière non-bâti	129 721	126 814	126 767	126 704	121 638	123 240	123 864	126 469	127 273	142 008
Roles supplémentaires	0	0	0	28 420	417	0	5 430	11 542	8 117	1 658
TOTAL	3 164 936	3 131 611	3 374 261	3 501 636	3 639 757	3 721 229	3 853 455	3 911 561	4 711 257	4 940 998

* L'évolution des recettes fiscales (avant prélèvement des pénalités) correspond aux recettes générées par les actions de l'observatoire fiscal



Ces recettes ont été grevées d'une pénalité de 109 885 € en 2020, 329 085 € en 2021 et 319 730 € en 2022 pour carence en logements sociaux.

EVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (011 ET 012) DE 2017 À 2022

	2017		
Chapitre	BP 2017	DM	CA 2017

011 - Charges à caractère général	2 100 345 €	362 050 €	2 282 271,83 €
-----------------------------------	-------------	-----------	----------------

012 - Charges de personnel	4 225 460 €	0 €	4 083 430,88 €
----------------------------	-------------	-----	----------------

TOTAL 6 365 702,71 €

	2018		
Chapitre	BP 2018	DM	CA 2018

011 - Charges à caractère général	2 259 236 €	98 190,26	1 940 852,39 €
-----------------------------------	-------------	-----------	----------------

012 - Charges de personnel	4 225 460 €	0 €	4 039 335,18 €
----------------------------	-------------	-----	----------------

TOTAL 5 980 187,77 €

	2019			
Chapitre	BP 2019	BS 2019	DM	CA 2019

011 - Charges à caractère général	2 281 311 €	14 000 €	110 000,00 €	2 126 523,62 €
-----------------------------------	-------------	----------	--------------	----------------

012 - Charges de personnel	4 327 765 €	0 €	0,00 €	4 280 807,91 €
----------------------------	-------------	-----	--------	----------------

TOTAL 6 407 331,53 €

	2020		
Chapitre	BP 2020	DM	CA 2020

011 - Charges à caractère général	2 070 640 €	5000 €	1 745 577,87 €
-----------------------------------	-------------	--------	----------------

012 - Charges de personnel	4 201 886 €	0 €	4 022 721,30 €
----------------------------	-------------	-----	----------------

TOTAL 5 768 299,17 €

2021

2022

Chapitre	BP 2021	DM	CA 2021
----------	---------	----	---------

Chapitre	BP 2022	DM	CA 2022 <i>au 20/12/22</i>
----------	---------	----	-------------------------------

011 - Charges à caractère général	1 872 995 €	5 000 €	1 807 108.52 €
-----------------------------------	-------------	---------	----------------

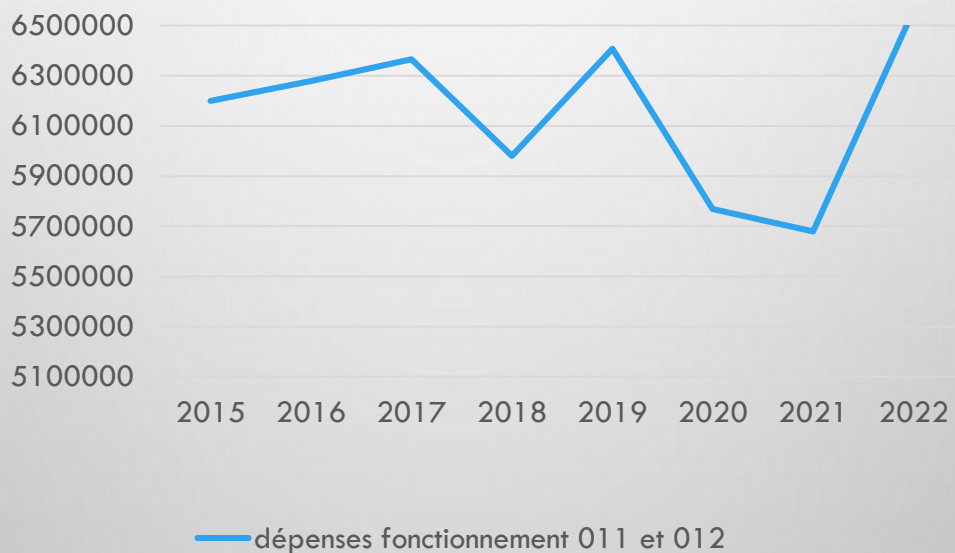
011 - Charges à caractère général	2 056 886 €	3 000 €	1 997 397.19 €
-----------------------------------	-------------	---------	----------------

012 - Charges de personnel	4 005 000 €	0 €	3 871 950.67 €
----------------------------	-------------	-----	----------------

012 - Charges de personnel	4 250 000	370 000 €	4 563 016.51 €
----------------------------	-----------	-----------	----------------

TOTAL 5 679 059.19 €

TOTAL 6 560 413.70 €



EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (70, 73 ET 74) DE 2017 À 2022

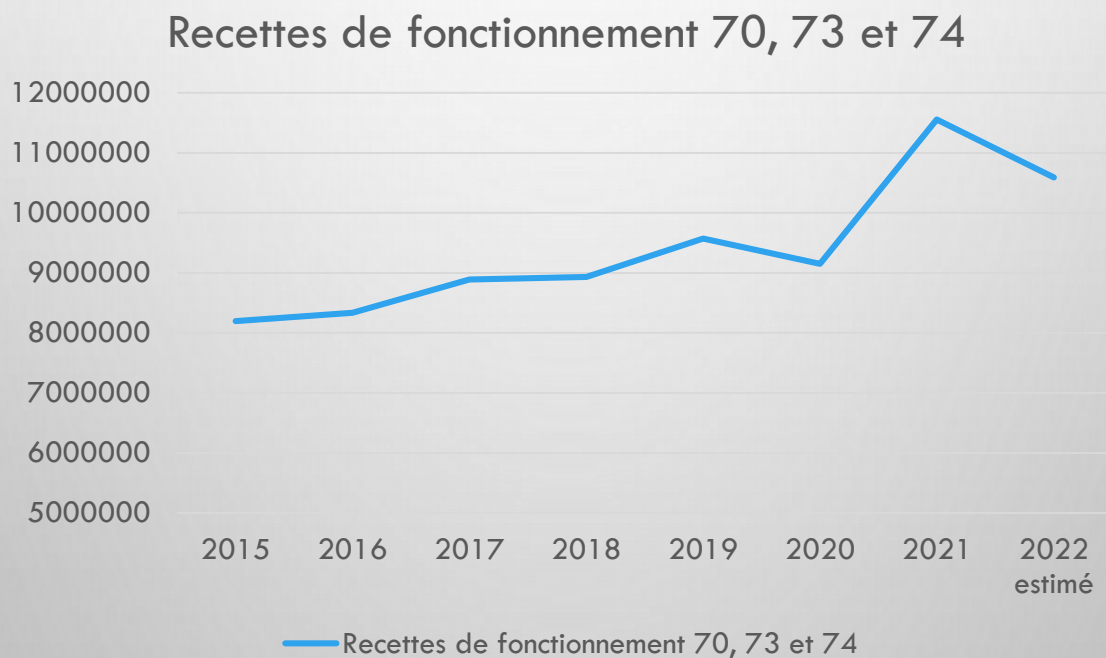
2017			
Chapitre	BP 2017	DM	CA 2017
70 (produits des services)	424 400	0	458 548,89
73 (Impôts et taxes)	5 646 500	959 705	6 830 942,97
74 (Dotations)	1 635 000	0	1 597 590,16
TOTAL			8 887 082,02

2018			
Chapitre	BP 2018	DM	CA 2018
70 (produits des services)	333 200	0	411 298,75
73 (Impôts et taxes)	6 799 500	0	7 129 458,78
74 (Dotations)	1 550 000	0	1 390 769
TOTAL			8 931 526,53

2019				
Chapitre	BP 2019	BS 2019	DM	CA 2019
70 (produits des services)	457 200	0	0	364 207,39
73 (Impôts et taxes)	6 880 300	0	0	7 199 628,47
74 (Dotations)	1 621 200	0	0	2 008 305,62
TOTAL				9 572 141,48

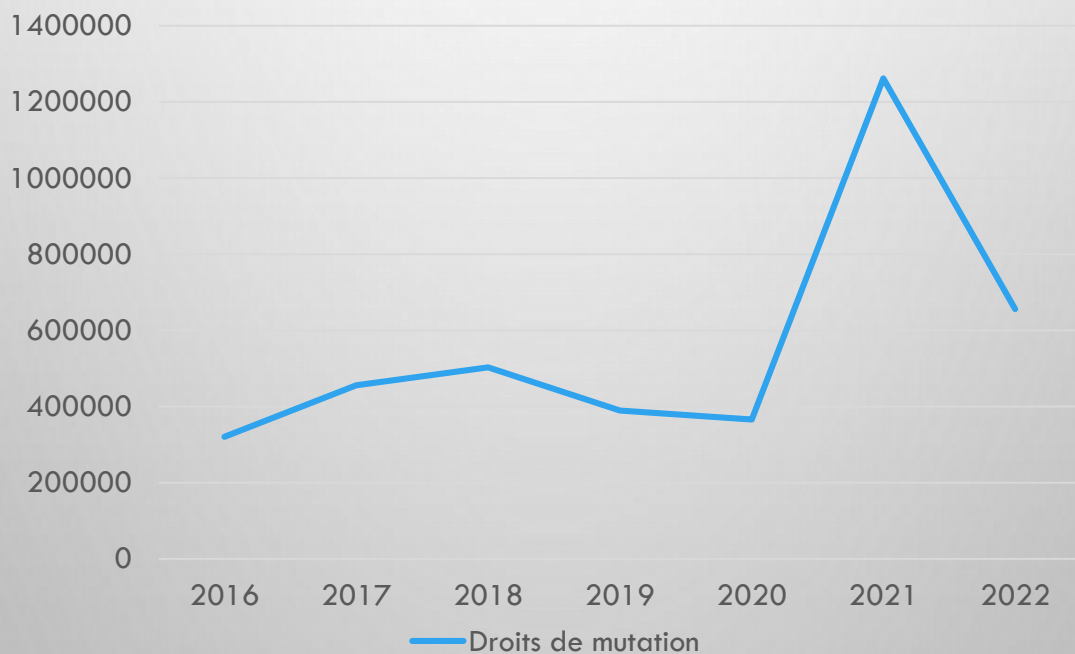
2020			
Chapitre	BP 2020	DM	CA 2020
70 (produits des services)	241 406	120 000	444 509,44
73 (Impôts et taxes)	6 266 000	500 000	6 752 058,98
74 (Dotations)	1 754 000	66 757	1 955 227,41
TOTAL			9 151 795,83

2021				2022			
Chapitre	BP 2021	DM	CA 2021	Chapitre	BP 2022	DM	CA 2022 <i>estimé</i>
70 (produits des services)	467 550	0	429 095.87	70 (produits des services)	407 800	0	481 629.97
73 (Impôts et taxes)	6 709 200	860 000	8 973 936.24	73 (Impôts et taxes)	7 959 283	0	8 562 482.98
74 (Dotations)	1 659 864.90	357 118	2 150 592.97	74 (Dotations)	1 622 500	-93 068	1 547 663.51
TOTAL			11 553 625.08	TOTAL			10 591 776.46



EVOLUTION DES DROITS DE MUTATION

Année	Montant encaissé
2016	320 775,44 €
2017	455 932,51 €
2018	503 505,97 €
2019	389 932,17 €
2020	365 762,45 €
2021	1 262 170,95 €
2022	655 838,95 €



RATIOS FINANCIERS (BASE CA 2022 PRÉVISIONNEL)

PROVISoire

Compte Administratif 2022	
011 Charges à caractère général	1 997 397 €
012 Charges de personnel, frais assimilés	4 563 016 €
014 Atténuations de produits	1 535 279 €
65 Autres charges de gestion courante	1 208 850 €
67 Charges exceptionnelles	9 677 €
68 Provision restes à recouvrer	63 240 €
Total dépenses réelles de fonctionnement	9 377 459 €

Atténuations de charges (013)	104 938 €
Produits services, domaine et ventes div (70)	481 630 €
produits des contributions directes	0 €
Autres Impôts et taxes (73)	8 562 483 €
Dotations et participations (74)	1 547 663 €
Autres produits de gestion courante (75)	141 691 €
Produits financiers (76)	2 534 €
Produits exceptionnels (77)	92 574 €
Total recettes réelles de fonctionnement	10 933 513 €

RATIOS FINANCIERS :

Epargne de gestion (Recettes réelles de fonctionnement – Dépenses réelles de fonctionnement)	1 556 054 €
- Intérêts de la dette ancienne	216 353 €
- Intérêts de la dette nouvelle	
= Epargne brute (CAF brute)	= 1 339 701 €
- Remb du capital de la dette ancienne	- 788 878 €
- Remb du capital de la dette nouvelle	
= Epargne nette (CAF nette)	= 550 823 €
- Opérations d'Investissements	- 3 392 329 €
+ Recettes d'Investissement :	
> subventions	+ 1 345 894 €
> FCTVA + TLE + Emprunt	+ 1 411 292 €
= Résultat net de l'exercice	= - 84 320 €
+ fond de roulement début d'ex	+ 2 376 833 €
= Fond de roulement final	= 2 292 513 €

RATIONS INDICATEURS :

Taux épargne brute	12.25 %
Taux épargne nette	5.04 %
Capital restant dû au 31/12 (tient compte des 1 000 000 € mobilisés en décembre 2022)	13 944 551 €
Capacité de désendettement	10.41
Charge de la dette	9.19 %

ORIENTATIONS 2023

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2023 A ÉTÉ DÉPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT AU PARLEMENT LE 26 SEPTEMBRE DERNIER DANS UN CONTEXTE D'INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE ET DE HAUSSE DES PRIX NOTAMMENT DES MATIÈRES PREMIÈRES, DE L'ÉNERGIE ET DES DENRÉES ALIMENTAIRES. CE CONTEXTE ENTRAÎNE UN PHÉNOMÈNE D'INFLATION (INFLATION DE 5,3% EN 2022 ET DE 4,2% EN 2023) QUI SE RÉPERCUTE DE FACTO SUR LES BUDGETS DES COLLECTIVITÉS.

C'EST DONC DANS CETTE SITUATION ÉCONOMIQUE TENDUE ET CONTRAINTE QUE S'OUVRE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2023.

IL A DONC ÉTÉ DEMANDÉ DE METTRE EN ŒUVRE LES RÉFLEXIONS ET LES ACTIONS PERMETTANT DE MAÎTRISER LES DÉPENSES COURANTES (ÉNERGIE, CONSOMMATION DU MATÉRIEL BUREAUTIQUE, CARBURANT).

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT :

• 011 – CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

ELLES COMPRENNENT LES ACHATS, PRESTATIONS DE SERVICES ET COTISATIONS DIVERSES RÉGLÉS PAR LA COLLECTIVITÉ. C'EST LE DEUXIÈME POSTE DE DÉPENSES DU BUDGET.

IL A ÉTÉ DEMANDÉ AUX SERVICES, SUR CE CHAPITRE, DE DIMINUER DE 5% LES CRÉDITS OUVERTS AU BP 2022 ET EN TOUT ÉTAT DE CAUSE, DE NE PAS LES DÉPASSER.

CEPENDANT COMPTE TENU DE L'INFLATION ET DE LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE, CE CHAPITRE DEVRAIT ÊTRE EN HAUSSE SUR 2023.

• 012 – CHARGES DE PERSONNEL

CE CHAPITRE EST CONSTITUÉ DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX AGENTS ET DES CHARGES PATRONALES QUI S'Y RAPPORTENT.

POUR 2023, À L'EXCEPTION DE L'AUGMENTATION LIÉE AU GLISSEMENT VIEILLESSE TECHNICITÉ (GVT), LES DÉPENSES RELATIVES À LA MASSE SALARIALE DEVRONT ÊTRE STRICTEMENT MAINTENUES.

POUR CE FAIRE, PLUSIEURS PISTES PEUVENT ÊTRE ENVISAGÉES :

- LE NON-REMPLACEMENT DES FONCTIONNAIRES PARTANT À LA RETRAITE (SAUF NÉCESSITÉ DE SERVICE)
- LA LIMITATION DES REMPLACEMENTS, RENFORTS ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES
- LA MUTUALISATION DES MOYENS COMMUNS DES SERVICES
- LA LUTTE CONTRE L'ABSENTÉISME PAR UNE GESTION MANAGÉRIALE ADAPTÉE

EN 2023, LA PREVISION CONCERNANT LES SAISONNIERS DEVRAIT ETRE EQUIVALENTE A CELLE DE 2022.

• **65 – AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**

CE POSTE DE DÉPENSES EST CONSTITUÉ PRINCIPALEMENT DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS, AU CCAS ET AU THÉÂTRE DE L'ARDAILLON.

AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : SUBVENTIONS AUX BUDGETS ANNEXES

Dépenses et recettes de fonctionnement du théâtre de l'Ardillon

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
011 – Charges courantes : spectacles, repas, petit matériel, locations, entretien, frais Sacem	37 464.22 € <i>Dont : Achat de spectacles : 8 000.00 €</i>	78 220.79 € <i>Dont : Achat de spectacles : 41 234.50 €</i>	149 822.00 € <i>Dont : Achat de spectacles : 103 672 €</i>
012 – Charges de personnel	118 654.46 €	126 035.47 €	132 650.00 €
Autres charges (amortissements, échéances d'emprunt...)	44 519.87 €	39 468.49 €	41 500.00 €
TOTAL	200 638.55 €	243 724.75 €	323 972.00 €

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
Subvention communale	176 000.00 €	193 000.00 €	266 255.09 €
Régie spectacles	14 418.17 €	55 862.88 €	50 000.00 €
Autres recettes (excédent n- 1, remboursements TVA et autres)	12 558.88 €	2 339.98 €	7 716.91 €
TOTAL	202 977.05 €	251 202.86 €	323 972.00 €

Dépenses et recettes d'investissement au Théâtre de l'Ardillon

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
16 – Emprunts en euros	16 244.27 €	15 201.50 €	16 000.00 €
Op. 921 – Achat de matériel	10 816.67 €	5 325.84 €	24 077.65 € dont 10 573.60 € de restes à réaliser
Op. 922 – Travaux sur bâtiment	0.00 €	0.00 €	10 650.99 € dont 5 650.99 € de restes à réaliser
TOTAL	27 060.94 €	20 527.34 €	50 728.64 €

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
001 – Report n-1	20 074.09 €	17 593.73 €	22 728.64 €
040 - Amortissements	24 580.58 €	25 662.25 €	28 000.00 €
TOTAL	44 654.67 €	43 255.98 €	50 728.64 €

Dépenses et recettes de fonctionnement du CCAS

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
011 – Charges de gestion courantes	19 748.32 €	29 347.99 €	31 150.00 €
012 – Charges de personnel	154 649.32 €	161 802.93 €	172 530.00 €
Autres charges (amortissements, aides du CCAS, subventions)	11 254.89 €	11 099.00 €	20 305.00 €
TOTAL	185 652.53 €	202 249.92 €	223 985.00 €

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
Subvention communale	180 000.00 €	190 000.00 €	213 834.94 €
Recettes CCAS	5 639.67 €	4 129.97 €	4 300.00 €
Autres recettes (excédent n-1 reporté)	12 519.55 €	13 265.01 €	5 850.06 €
TOTAL	198 159.22 €	207 394.98 €	223 985.00 €

Dépenses et recettes d'investissement CCAS

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
Op. 901 – Acquisition de matériel	213.18 €	439.99 €	33 296.43 €
TOTAL	213.18 €	439.99 €	33 296.43 €

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévision 2023
001 – Reports n-1	29 660.59 €	30 821.42 €	31 496.43 €
040 - Amortissements	1 374.01 €	1 115.00 €	1 800.00 €
TOTAL	31 034.60 €	31 936.42 €	33 296.43 €

DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement :

Le Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) 2020 – 2026, en constante évolution, prend en compte les investissements courants, les opérations pluriannuelles déjà lancées, les programmes en cours et les programmes nouveaux.

En 2023, l'investissement continuera, avec notamment les travaux d'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée, l'aménagement de parkings sur Vias Plage, des travaux d'éclairage public, le début des études pour la construction du restaurant scolaire...

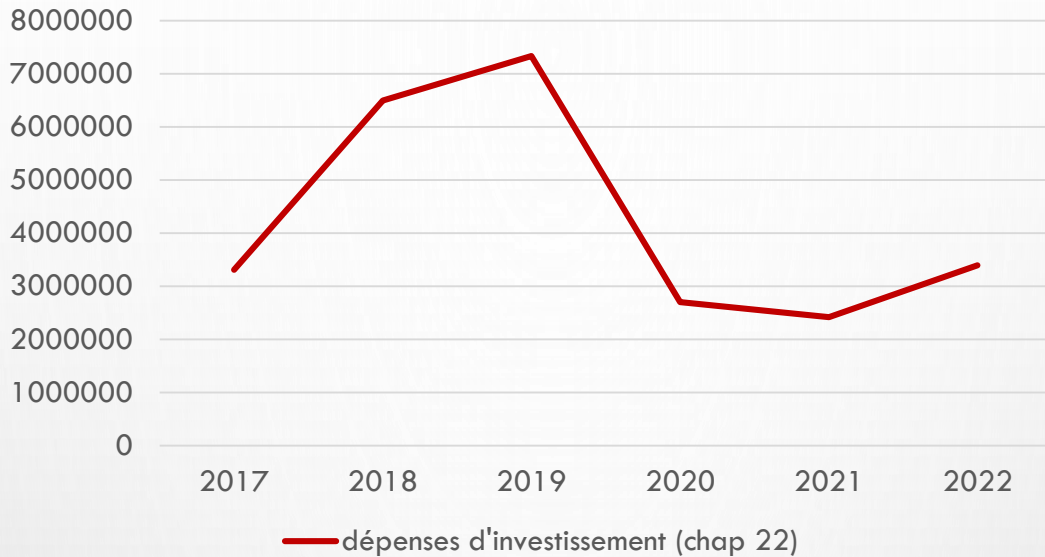
Une attention particulière est toujours portée sur la recherche de recettes : subventions, partenariats... qui pourraient contribuer au financement des projets futurs.

Evolution des dépenses et des recettes d'investissement :

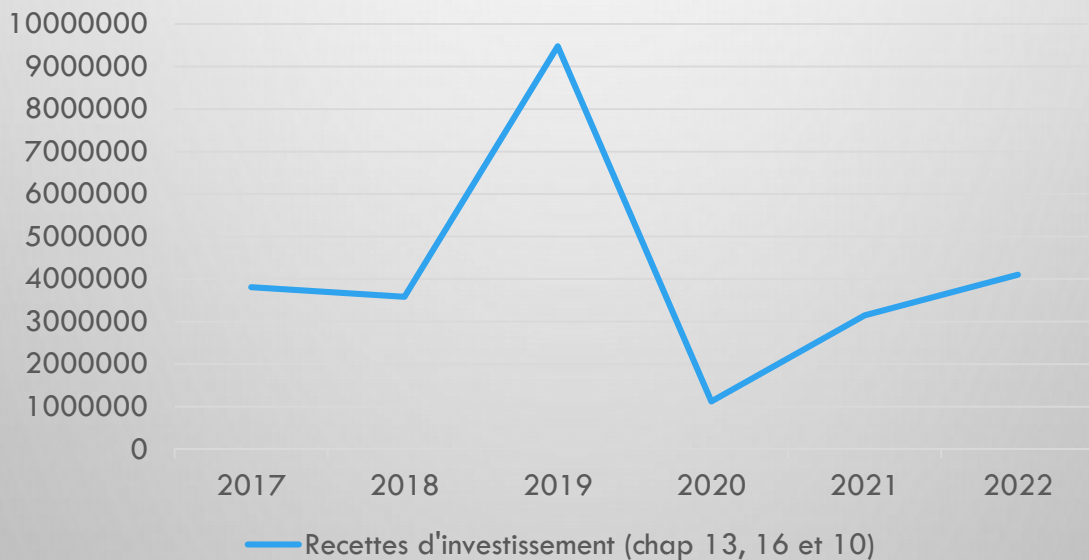
	2017	2018	2019	2020	2021	2022 prévisionnel
Dépenses d'investissement (Chapitre 22 : Opérations)	3 309 056,03	6 497 656,01	7 334 118,29	2 699 866,91	2 419 114.89	3 392 329

	2017	2018	2019	2020	2021	2022 prévisionnel
Recettes d'investissement (Chapitres 13, 16 et 10)	3 806 602,44	3 583 813,41	9 476 768,28	1 119 654,10	3 146 777.67	4 101 447.89
13 - Subventions	174 580,11	1 067 747,96	1 374 358,62	136 452,40	163 137.88	1 345 893.84
16 - Emprunt	3 128 651,00	2 055 836,86	5 500 000,00	0,00	0.00	1 000 000.00
10 - Dotations (FCTVA + TLE + Reversement excédent fonct.)	503 371,33	460 228,59	2 602 409,66	983 201,70	2 983 639.79	1 755 554.05

Evolution des opérations d'investissement

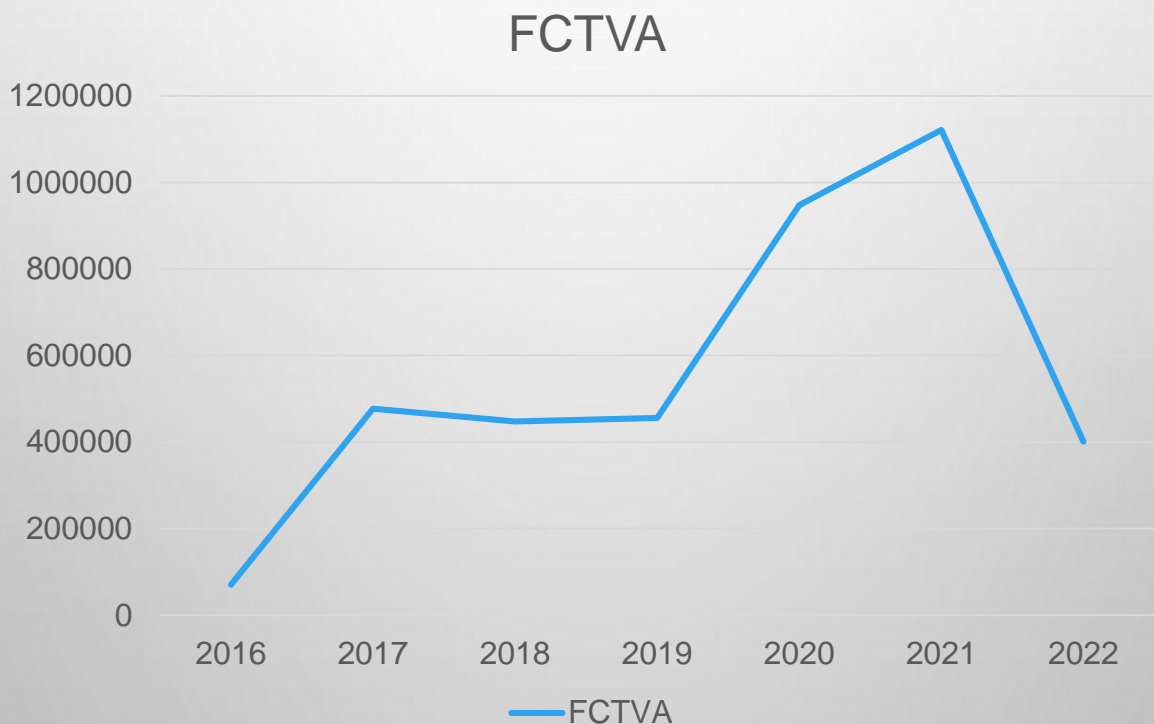


Evolution des recettes d'investissement (chap 13, 16 et 10)



EVOLUTION DU FCTVA

2016	70 248,41 €
2017	476 961,54 €
2018	447 919,11 €
2019	456 139,45
2020	947 784,20
2021	1 121 261.35
2022	401 421.68



ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

Programme	Montant HT	Montant TTC	Réalisé au 22/12/2022 TTC	Crédits à prévoir sur 2023
CREM – Contrat de performance énergétique	3 015 922,49 €	3 619 106,99 €	3 482 319.34 €	200 000 €
Aménagement Avenue de la Méditerranée	10 569 900 €	12 683 880 €	7 779 347.03 €	4 800 000 €
Réalisation d'une ZAC	3 151 667 €	3 782 000 €	839 364.77 €	800 000 €

Ces opérations sont votées en APCP (Autorisations de Programme et Crédits de Paiement).

Les crédits nécessaires sont donc étalés sur plusieurs exercices afin de ne pas trop peser sur les budgets annuels.

Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)

Prise de réception en préfecture
034-213403322-20230216-2023-02-16-2a-DE
Date de télétransmission : 23/02/2023
Date de réception préfecture : 23/02/2023

PPI													
	Libellé	Priorité	Catégorie	Inclus	Total	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
953	ACCESSIBILITE BATIMENTS ET ARRETS DE BUS	Aucune		Inclu									
	Dépenses				219 007	0	120 007	15 000	84 000				
	FCTVA				28 471			0	15 601	1 950	10 920	0	0
	Subventions				100 000			30 000		70 000		0	0
	Total recettes				128 471			30 000	15 601	71 950	10 920	0	0
803	OP. 803 - CONSTRUCTION cantine					0		0					
	Dépenses				4 991 062	12 000	49 062	250 000	1 000 000	3 000 000	680 000		
	FCTVA				568 526			1 872	7 654	39 000	130 000	390 000	
	Subventions				1 770 833			104 167	416 667	1 250 000			
	Total recettes				2 339 359	0	0	106 039	424 320	1 289 000	130 000	390 000	0
	- CONSTRUCTION espace multifonction												
	Dépenses				100 000	0		0	0	100 000			
	FCTVA				13 000			0	0	0	0	13 000	0
	Subventions				41 667				0	41 667	0	0	0
	Total recettes				54 667	0	0	0	0	41 667	0	13 000	0
806	OP. 806 - CREATION COMPLEXE SPORTIF												
	Dépenses												
	FCTVA									0	0		
	Subventions												
	Total recettes				0	0	0	0	0	0	0	0	0
810	OP.810 - PARKING VIAS PLAGE (Eudes Eaux pluviales)												
	Dépenses						7 770	20 049					
	FCTVA							0	1 212	3 128	0	0	0
	Subventions												
	Total recettes				0	0	0	0	1 212	3 128	0	0	0
811	OP. 811 - ETUDES DIVERS PROJETS												
	Dépenses						54 961	31 058					
	FCTVA							0	8 574	4 845	0	0	0
	Subventions												
	Total recettes				0	0	0	0	8 574	4 845	0	0	0
814	OP. 814 - AVENUE GENERAL DE GOYS												
	Dépenses				22 892	22 892							
	FCTVA							3 571	0	0	0	0	0
	Subventions												
	Total recettes				3 571	0	0	3 571	0	0	0	0	0
924	OP . 924 - ECLAIRAGE PUBLIC (70000/an à partir de 2022 côte ouest)												
	Dépenses				1 512 319	605 640	106 679	200 000	200 000	200 000	200 000		
	FCTVA				196 601			78 733	13 868	26 000	26 000	26 000	26 000
	Subventions				250 000				83 333	83 333	83 333		
	Total recettes				446 601	0	0	78 733	97 202	109 333	109 333	26 000	26 000
934	OP. 934 - TRAVAUX EGLISE SAINT JEAN BAPTISTE												
	Dépenses				81 300	51 700	0	29 600	0				
	FCTVA				10 569			6 721	0	3 848	0	0	0
	Subventions				10 000			10 000					
	Total recettes				20 569	0	0	16 721	0	3 848	0	0	0
939	OP. 939 - ERE DU NUMERIQUE												
	Dépenses				53 627	8 000	42 627	3 000	0	0		0	
	FCTVA				31 972		25 000	1 040	5 542	390	0	0	0
	Subventions				0								
	Total recettes				31 972	0	25 000	1 040	5 542	390	0	0	0
941	OP. 941 - VOIRIE (engagement Côte ouest 95000)												
	Dépenses				959 226	299 000	324 545	65 700	19 981	250 000			
	FCTVA				149 639			46 644	50 629	10 249	3 117	39 000	0
	Subventions				180 000	0	50 000	50 000	50 000	30 000			
	Total recettes				329 639	0	50 000	96 644	100 629	40 249	3 117	39 000	0
	Chemin du Paradis												
	Dépenses				459 427			0	459 427				
	FCTVA							0	0	0	71 671	0	0
	Subventions							0	153 142	0	0	0	0
	Total recettes							0	153 142	0	71 671	0	0
	Chemin des Litanies												
	Dépenses				650 680			0	0	650 680			
	FCTVA							0	0	0	0	101 506	0
	Subventions							0	0	216 893	0	0	0
	Total recettes							0	0	216 893	0	101 506	0
	Chemin de la Cresse												
	Dépenses				360 568			0	360 568				
	FCTVA							0	0	0	56 249	0	0
	Subventions							0	120 189	0	0	0	0
	Total recettes							0	120 189	0	56 249	0	0

26

LA POSTE													
Dépenses			280 000		0	0	280 000	0					
FCTVA			36 400				0	0	36 400	0			
Subventions			70 000			0	0	70 000	0				
Total recettes			106 400	0	0	0	0	70 000	36 400	0			
CRECHE													
Dépenses			5 000		3 300	1 700	0	0					
FCTVA			650				429	221	0	0			
Subventions			825			825		0	0				
Total recettes			1 475	0	0	825	429	221	0	0			
GYMNASE													
Dépenses			100 000		0	0	0	100 000					
FCTVA			13 000				0	0	0	13 000			
Subventions			25 000			0	0	0	25 000				
Total recettes			38 000	0	0	0	0	0	25 000	13 000			
OP 822 - PARKINGS VIAS PLAGE (PECHEURS, VIABELLA, 3 PLAGES)													
Dépenses			390 000			390 000	0	0					
FCTVA			50 700				0	50 700	0	0			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			50 700	0	0	0	0	50 700	0	0			
MAISON DE QUARTIER COTE OUEST													
Dépenses			20 000			0	20 000	0					
FCTVA			2 600				0	0	2 600	0			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			2 600	0	0	0	0	0	2 600	0			
OP. 903 - ACQUISITION DE MATERIEL													
Dépenses			350 722		150 722	50 000	50 000	50 000	50 000				
FCTVA			39 094				19 594	6 500	6 500	6 500			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			39 094	0	0	0	19 594	6 500	6 500	6 500			
OP. 925 - ACHAT VEHICULES													
Dépenses			252 210		52 210	50 000	50 000	50 000	50 000				
FCTVA			26 287				6 787	6 500	6 500	6 500			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			26 287	0	0	0	6 787	6 500	6 500	6 500			
OP. 928 - RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX													
Dépenses			162 218		112 218	50 000	0	0	0				
FCTVA			21 088				14 588	6 500	0	0			
Subventions			28 055			28 055		0	0				
Total recettes			49 143	0	0	28 055	14 588	6 500	0	0			
OP. 948 - ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE													
Dépenses			54 272		34 272	5 000	5 000	5 000	5 000				
FCTVA			6 405				4 455	650	650	650			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			6 405	0	0	0	4 455	650	650	650			
OP. 956 - SIGNALETIQUE													
Dépenses			79 098		14 098	10 000	35 000	10 000	10 000				
FCTVA			8 983				1 833	1 300	4 550	1 300			
Subventions			0			0		0	0				
Total recettes			8 983	0	0	0	1 833	1 300	4 550	1 300			
Total dépenses programme			23 017 434	1 747 662	3 367 068	6 506 827	5 170 976	6 285 414	1 624 000	0			0
Total recettes programme			10 912 034	0	1 370 542	2 689 757	1 472 421	3 268 098	1 601 493	1 191 948			96 850
Coût commune			12 105 400	1 747 662	1 996 526	3 817 070	3 698 555	3 017 316	22 507	- 1 191 948			- 96 850
Total subventions			7 960 255	0	1 345 542	2 453 046	1 023 332	2 411 893	907 167	351 167			0

LA DETTE

- Pour la réalisation et donc le financement de ses projets d'investissements les plus conséquents, notamment les travaux d'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée, la commune a contracté un emprunt supplémentaire de 3 000 000 € en 2022, dont seulement 1 000 000 € ont été levés, 2 000 000 € seront mobilisés en 2023 pour le solde des travaux de l'Avenue de la Méditerranée.
- Le paiement des investissements est étalé sur plusieurs exercices compte tenu de leur temps d'amortissement.
- L'encours de la dette au 31 décembre 2022 s'élève à 13 944 550.95 € (en tenant compte des 1 000 000 € mobilisés en décembre 2022).
- Sans nouveau prêt contracté en 2023, le capital restant dû au 31 décembre 2023 s'élèvera à 15 181 674.23 €.

ENCOURS DE LA DETTE AU 1^{ER} JANVIER

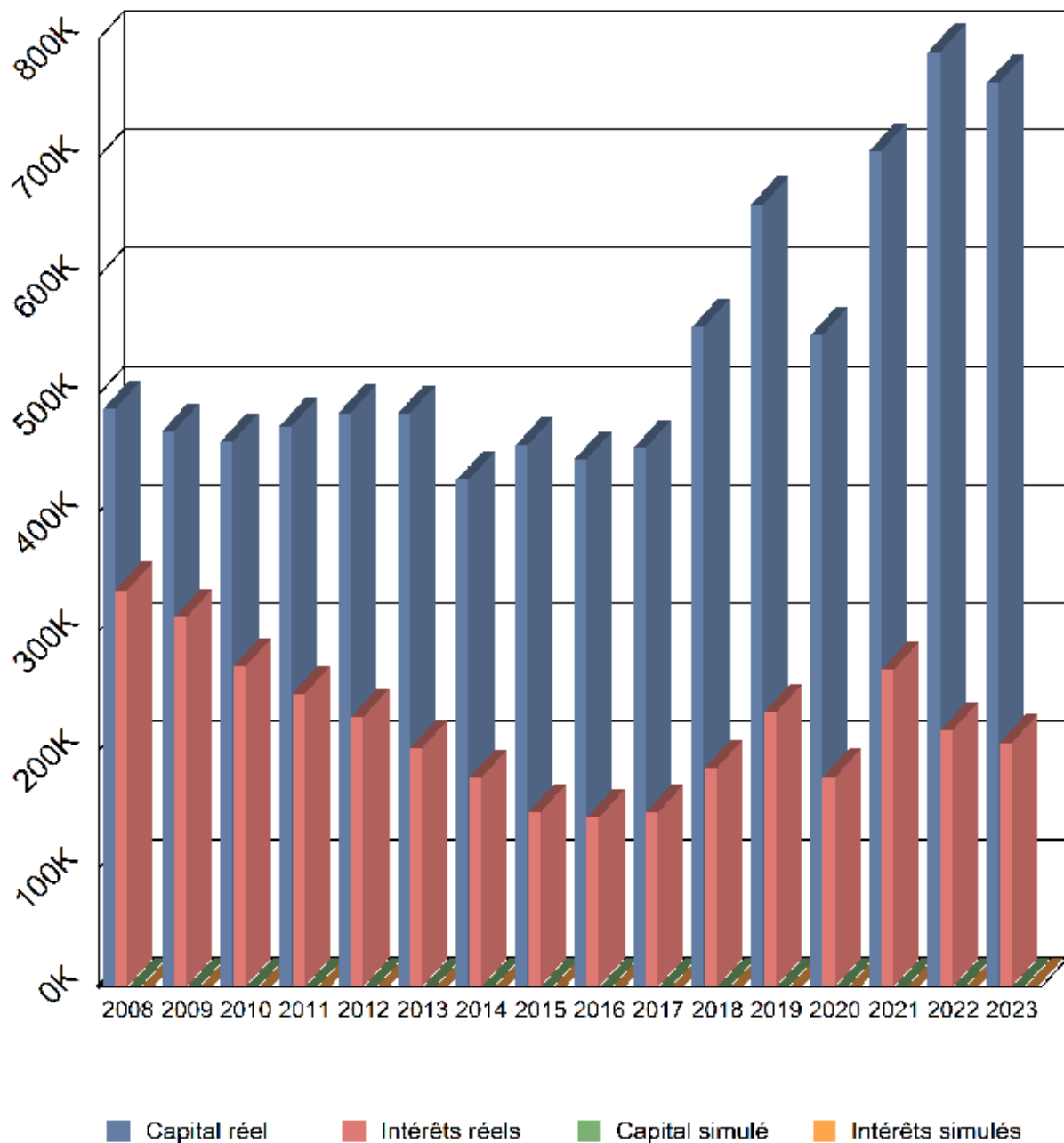
Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2008	822 400.13 €	334 958.13 €	487 442.00 €	0.00 €	0.00 €	7 154 670.20 €
2009	780 991.51 €	312 233.74 €	468 757.77 €	0.00 €	0.00 €	6 667 428.20 €
2010	730 731.77 €	270 499.39 €	460 232.38 €	0.00 €	0.00 €	6 197 710.43 €
2011	720 737.87 €	247 334.69 €	473 403.18 €	0.00 €	0.00 €	5 737 438.05 €
2012	712 275.73 €	227 843.54 €	484 432.19 €	0.00 €	0.00 €	5 264 034.87 €
2013	685 086.49 €	201 487.52 €	483 598.97 €	0.00 €	0.00 €	4 779 602.68 €
2014	604 424.77 €	176 629.66 €	427 795.11 €	0.00 €	0.00 €	4 296 003.71 €
2015	604 094.00 €	147 113.56 €	456 980.44 €	0.00 €	0.00 €	3 868 208.60 €
2016	588 136.17 €	143 066.11 €	445 070.06 €	0.00 €	0.00 €	3 411 228.16 €
2017	602 103.44 €	147 409.66 €	454 693.78 €	0.00 €	0.00 €	5 707 284.10 €
2018	742 119.01 €	185 024.72 €	557 094.29 €	0.00 €	0.00 €	8 381 241.32 €
2019	891 483.73 €	231 214.26 €	660 269.47 €	0.00 €	0.00 €	9 824 147.03 €
2020	726 472.82 €	176 748.11 €	549 724.71 €	0.00 €	0.00 €	14 663 877.56 €
2021	972 991.83 €	267 623.65 €	705 368.18 €	0.00 €	0.00 €	14 114 152.85 €
2022	1 005 230.62 €	216 352.94 €	788 877.68 €	0.00 €	0.00 €	13 733 428.63 €
2023	968 893.77 €	206 017.05 €	762 876.72 €	0.00 €	0.00 €	13 944 550.95 €

EVOLUTION DES TAUX DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

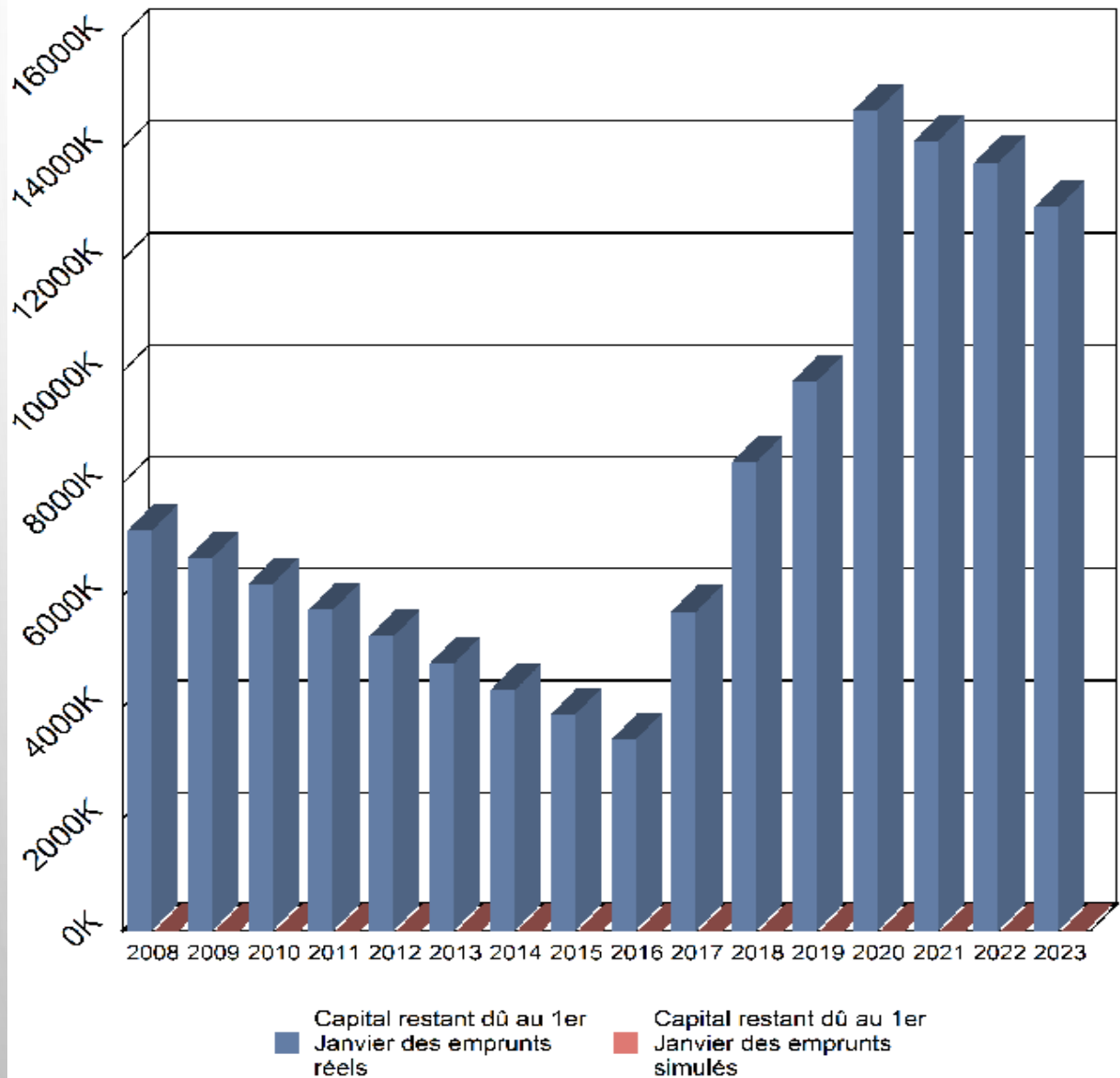


Aucun emprunt n'a été contracté en 2020 et 2021

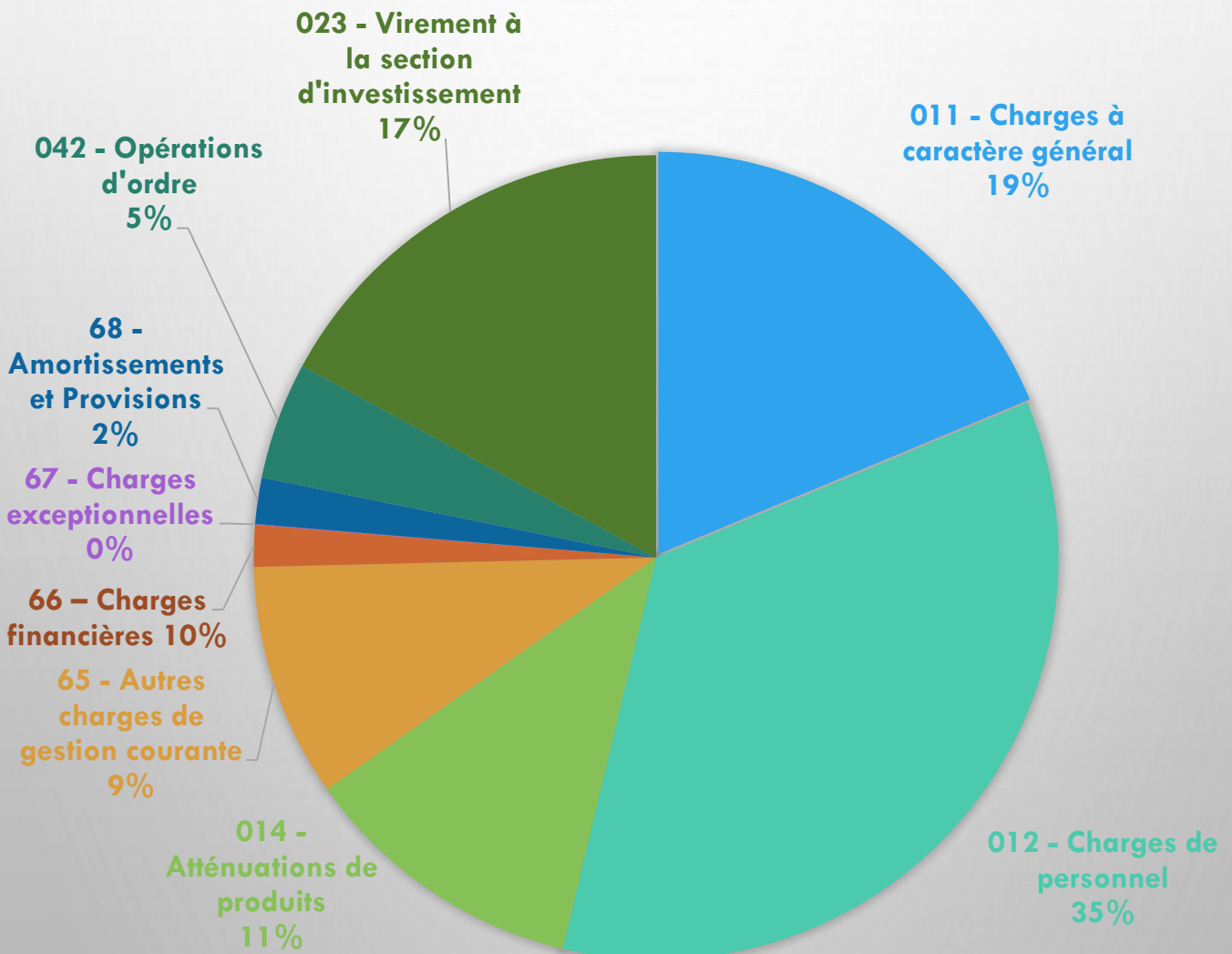
ANNUITÉS DE 2008 À 2023



CAPITAL RESTANT DÛ



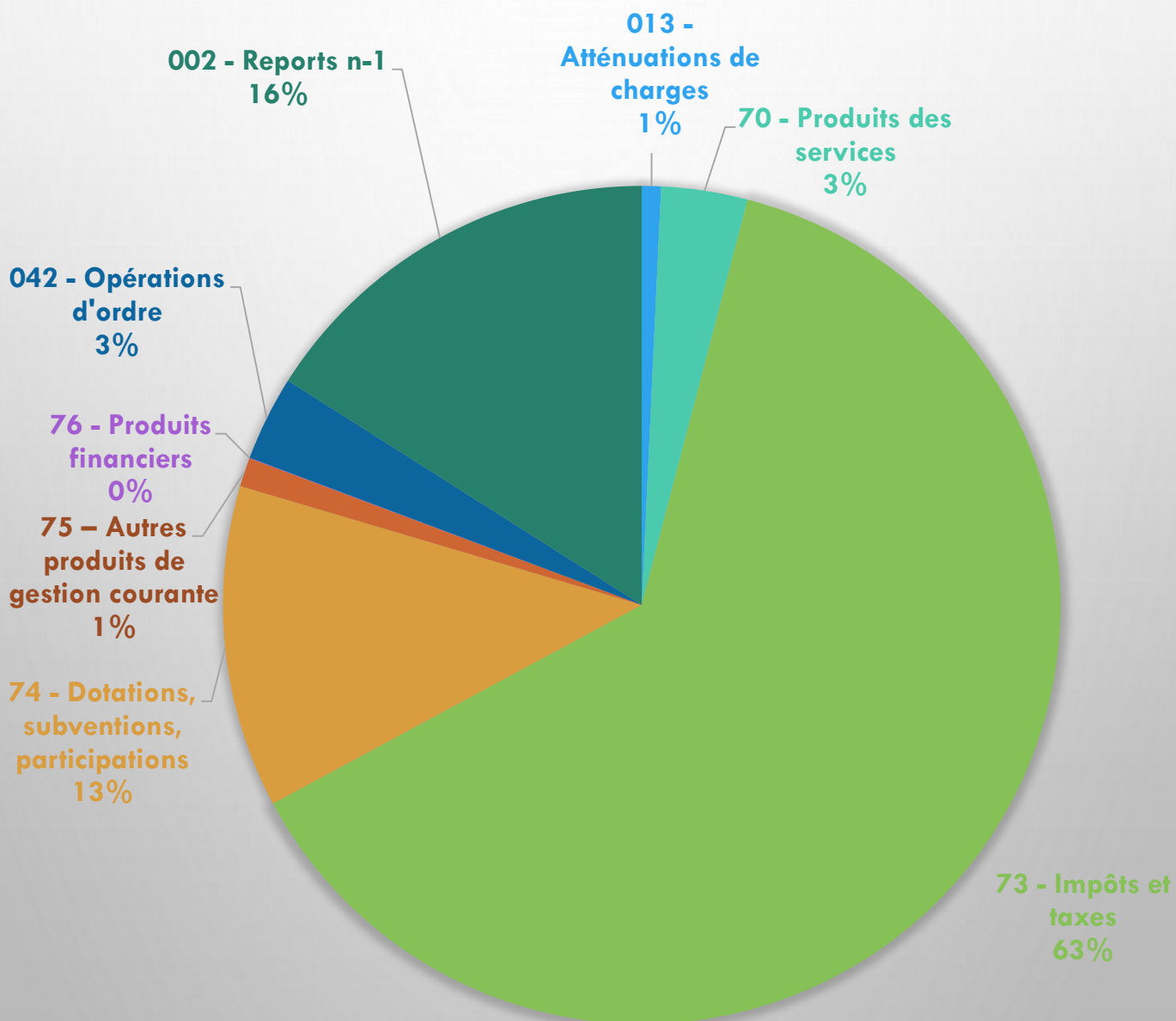
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 2023 :



Chapitre	Montant 2023	Réalisé 2022	Applications
011 - Charges à caractère général	2 661 030.00 €	1 997 397.19 €	Augmentation due principalement à la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'inflation sur le prix des matières premières
012 - Charges de personnel	4 980 000.00 €	4 563 016.51€	Réévaluation du point d'indice sur la moitié de l'année seulement en 2022 + Prise en compte en 2023 du personnel recruté courant exercice 2022
014 – Atténuations de produits	1 635 000.00 €	1 563 016.51€	Reversement taxe de séjour + Pénalités carence logements sociaux
65 - Autres charges de gestion courante	1 336 505.00 €	1 208 849.91€	Augmentation des subventions d'équilibre au CCAS et au Théâtre de l'Ardaillon.
66 - Charges financières	237 573.40 €	199 151.86 €	Intérêts des emprunts + Ecritures comptables de régularisation d'emprunt entre deux exercices.
67 - Charges exceptionnelles	5 000.00 €	9 677.42 €	Avec le passage à la nomenclature M57 certaines imputations du chapitre 67 sont transférées au chapitre 65.

68 – Amortissements et Provisions	265 000.00 €	63 239.57 €	Provision obligatoire relative aux restes à recouvrer + provision pour rachat actif immobilisé à l'EPF.
042 - Opérations d'ordre	670 000.00 €	1 022 214.11 €	Amortissements + En 2022, régularisations demandées par la Trésorerie qui ne seront pas réinscrites en 2023 (opérations d'ordre).
023 – Virement à la section d'investissement	2 431 434.80 €	0 €	
TOTAL	14 221 543.20 €	10 598 825.85 €	

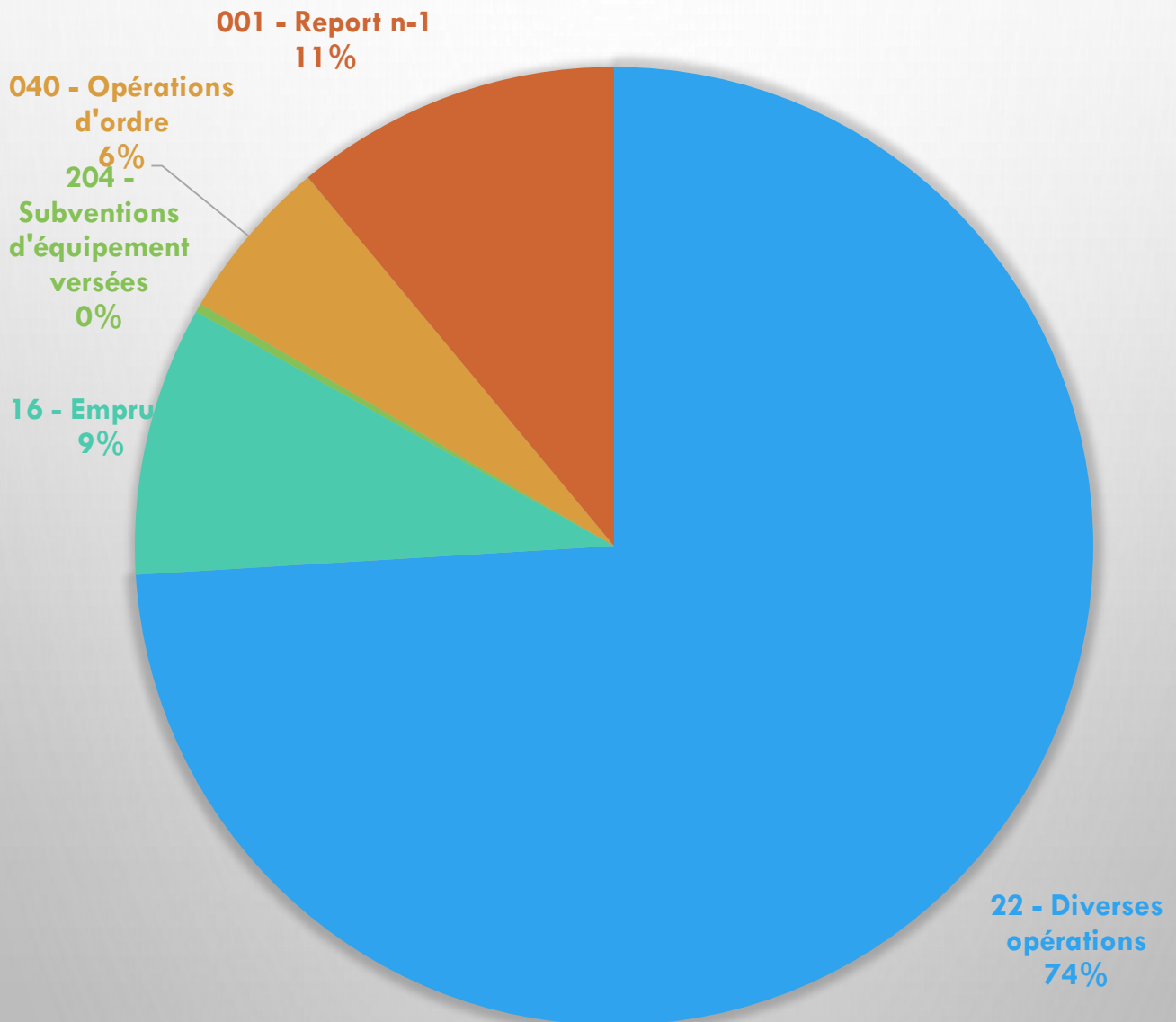
RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023



Chapitre	Montant 2023	Réalisé 2022	Explications
013 - Atténuations de charges	105 000.00 €	104 937.73 €	Remboursements absences personnel
70- Produits des services	473 800.00 €	481 629.97 €	Produits des régies
73 – Impôts et taxes	8 969 283.00 €	8 562 482.98 €	Prévision hausse des bases en 2023 + hausse de 5% des taux des impôts locaux
74 – Dotations, subventions et participations	1 770 000.00 €	1 547 663.51€	Nouvelle participation SRU prévue en 2023.
75 – Autres produits de gestion courante	158 000.00 €	141 690.63 €	Loyers perçus par la commune (appartements + antennes télécom) + avec la M57 transfert de certaines imputations du chapitre 77 vers le chapitre 75
76- Produits financiers	3 000,00 €	2 534.01€	Remboursement trajets piscine des écoles

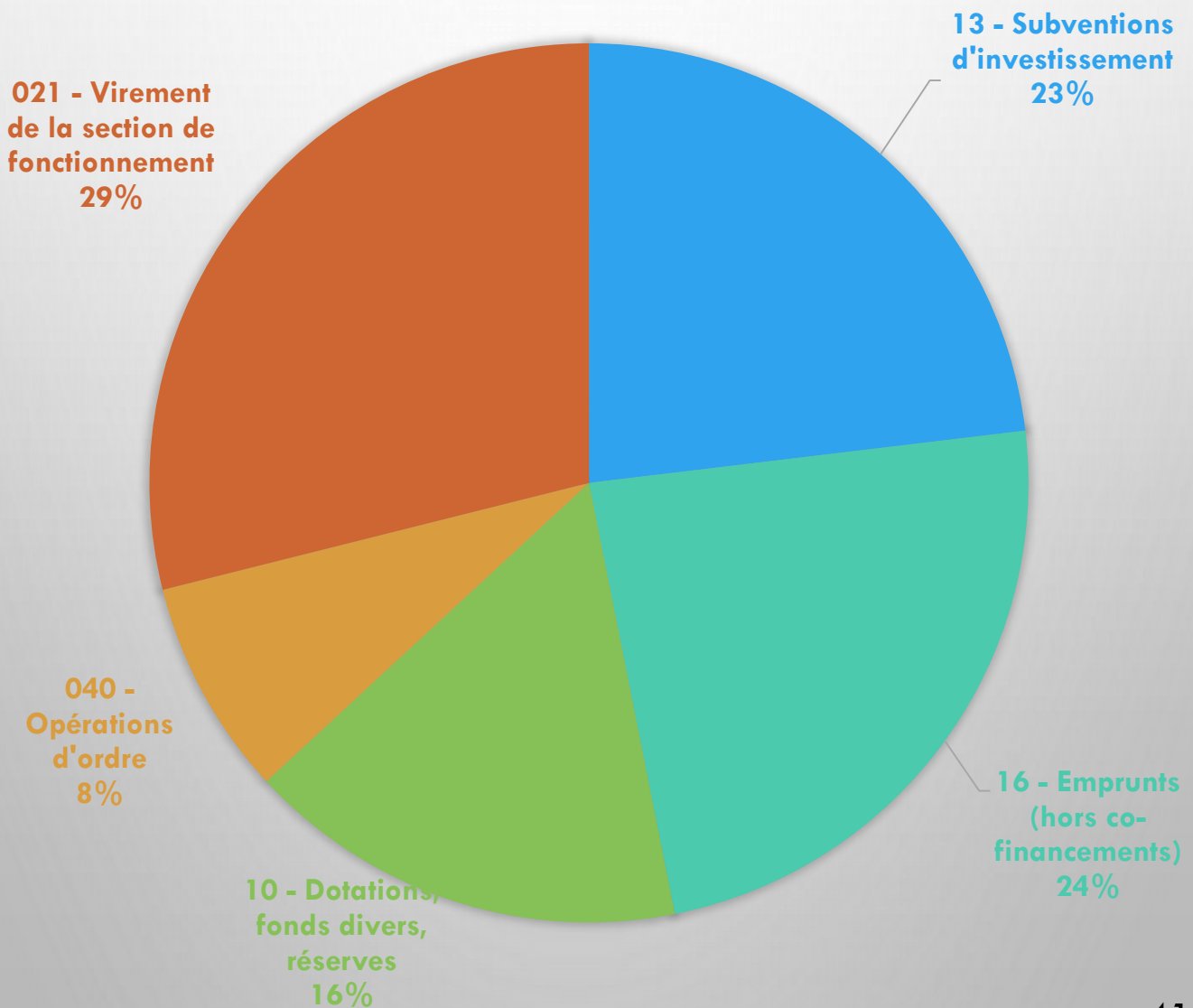
77- Produits exceptionnels	0.00 €	92 574.43 €	Avec nomenclature M57 comptes du chapitre 77 supprimés et transférés au chapitre 75.
042 – Opérations d'ordre	465 900.00 €	492 474.74 €	Travaux en régie + amortissement subventions
002 – Report n-1	2 276 560.20 €	2 373 833.78 €	3 203 995.93 € d'excédent de fonctionnement 2022 dont 927 435.73 € obligatoirement basculés en investissement pour couvrir le déficit 2022
TOTAL	14 221 543.20 €	13 802.821.78 €	

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2023 :



Chapitre	Montant 2023	Réalisé 2022	Applications
22 – Diverses opérations	6 228 788.79 €	3 367 070.49 €	Avenue de la Méditerranée, Parkings Vias Plage, Eclairage Public...
16 - Emprunts	765 000.00 €	822 032.50 €	Annuité en capital des emprunts en cours
040 – Opérations d'ordre	465 900.00 €	492 474.74 €	Travaux en régie + amortissement des subventions
041 – Opérations patrimoniales	0 €	51 000.00 €	Régularisation amortissement subvention en 2022
204 – Subventions d'équipement versé	25 500.00 €	25 259.00 €	Participation à la CAHM relative aux copieurs et à la téléphonie
001 – Report déficit n-1	927 435.73 €	1 344 261.00 €	
TOTAL	8 412 624.52 €	6 102 097.73 €	

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2023 :



Chapitre	Montant 2023	Réalisé 2022	Applications
16 – Emprunts (hors co-financements)	2 000 000.00 €	1 000 000,00 €	Emprunt contracté en 2022 pour l'Avenue de la Méditerranée
10 – Dotations, fonds divers et réserves	1 367 435.73 €	1 755 554.05 €	Versement au compte 1068 pour combler le déficit d'investissement 2022 + FCTVA et TLE
040 – Opérations d'ordre	670 000.00 €	1 022 214.11 €	Amortissements + régularisations écritures demandées par la Trésorerie en 2022
041 – Opérations patrimoniales	0 €	51 000.00 €	Régularisation amortissement subvention en 2022
13 – Subventions	1 943 753.99 €	1 345 893.84 €	Subventions avenue de la Méditerranée, participations ZAC...
021 – Virement de la section de fonctionnement	2 431 434.80 €	0 €	Virement de la section de fonctionnement
TOTAL	8 412 624.52 €	5 174 662.00 €	

Accusé de réception en préfecture
 034-213403322-20230216-2023-02-16-2a-DE
 Date de télétransmission : 23/02/2023
 Date de réception préfecture : 23/02/2023

RÉCAPITULATIF BUDGET 2023

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	14 221 543.20 €	14 221 543.20 €
INVESTISSEMENT	8 412 624.52 €	8 412 624.52 €

LEXIQUE

- **APCP : AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT.** OUTIL PERMETTANT D'AJUSTER L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE À LA RÉALITÉ PHYSICO-FINANCIÈRE DES OPÉRATIONS. LES DÉPENSES LIÉES AUX PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT IMPORTANTS PEUVENT AINSI ÊTRE ÉTALÉES SUR PLUSIEURS EXERCICES.
- **ATTÉNUATIONS DE PRODUITS (COMPTE 014) :** CONTIENT LE REVERSEMENT DE LA TAXE DE SÉJOUR.
- **AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (COMPTE 65) :** CE COMPTE COMPREND LES INDEMNITÉS VERSÉES AUX ÉLUS, LES CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR, LES COTISATIONS VERSÉES AU SERVICE INCENDIE, SIVOM..., LES SUBVENTIONS VERSÉES AUX ASSOCIATIONS ET AUX BUDGETS ANNEXES.
- **ATTÉNUATIONS DE CHARGES (COMPTE 013) :** COMPREND LES REMBOURSEMENTS SUR LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (REMBOURSEMENTS ARRÊTS MALADIE PAR L'ASSURANCE DU PERSONNEL).
- **AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (COMPTE 75) :** COMPREND LES LOYERS (LOCATIONS DE LA COMMUNE ET ANTENNES DE TÉLÉPHONIE MOBILE).
- **CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL (CHAPITRE 011) :** IL S'AGIT DES ACHATS, STOCKÉS (PETIT MATÉRIEL...) OU NON STOCKÉS (ÉLECTRICITÉ, EAU...), DES PRESTATIONS DE SERVICES EXTÉRIEURS (SAUF DÉPENSES DE PERSONNEL) AINSI QUE DES IMPÔTS ET TAXES ASSIMILÉES (TAXES FONCIÈRES, FRAIS SACEM...)
- **CHARGES FINANCIÈRES (COMPTE 66) :** CE COMPTE COMPREND LES INTÉRÊTS DES EMPRUNTS EN COURS.
- **CHARGES EXCEPTIONNELLES (COMPTE 67) :** COMPREND LES INTÉRÊTS MORATOIRES ET PÉNALITÉS, LES TITRES ANNULÉS, LES CONDAMNATIONS ÉVENTUELLES...
- **DÉPENSES IMPRÉVUES (COMPTES 020 ET 022) :** CE COMPTE PERMET À LA COLLECTIVITÉ DE RÉPONDRE RAPIDEMENT À DES ALÉAS BUDGÉTAIRES SANS SOLLICITER UNE DÉCISION MODIFICATIVE DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE.
- **DGF : DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT.** PRINCIPALE DOTATION VERSÉE PAR L'ÉTAT AUX COMMUNES.

- DNP : DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION. DOTATION VERSÉE PAR L'ETAT AYANT POUR CRITÈRE LA RICHESSE FISCALE.
- DSR : DOTATION DE SOLIDARITÉ RURALE. DOTATION VERSÉE PAR L'ETAT AYANT POUR CRITÈRE L'EFFORT FISCAL ET LE POTENTIEL FINANCIER.
- DSU : DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE. DOTATION VERSÉE PAR L'ETAT SUR DES CRITÈRES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA POPULATION (REVENUS, BÉNÉFICIAIRES DES APL, LOGEMENTS SOCIAUX...).
- DROITS DE MUTATION : TAXE À LAQUELLE SONT SOUMISES LES VENTES DE BIENS IMMOBILIERS.
- DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (COMPTE 74) : COMPREND LES DOTATIONS VERSÉES PAR L'ETAT, AINSI QUE LES ÉVENTUELLES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT VERSÉES.
- DOTATIONS, FONDS DIVERS, RÉSERVES (COMPTE 10) : COMPREND LE FCTVA, LA TLE, LES DONS, L'ÉVENTUELLE PARTIE DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT VERSÉE EN INVESTISSEMENT.
- FCTVA : FOND DE COMPENSATION DE LA TVA. IL S'AGIT D'UN PRÉLÈVEMENT SUR LES RECETTES DE L'ETAT QUI CONSTITUE LA PRINCIPALE AIDE DE L'ETAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT.
- C'EST UNE DOTATION VERSÉE AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET À LEURS GROUPEMENTS DESTINÉE À ASSURER UNE COMPENSATION, À UN TAUX FORFAITAIRE, DE LA CHARGE DE TVA QU'ILS SUPPORTENT SUR LEURS DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT ET QU'ILS NE PEUVENT PAS RÉCUPÉRER PAR LA VOIE FISCALE PUISQU'ILS NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME DES ASSUJETTIS POUR LES ACTIVITÉS OU OPÉRATIONS QU'ILS ACCOMPLISSENT EN TANT QU'AUTORITÉS PUBLIQUES.
- OPÉRATIONS D'ORDRE (COMPTE 042 EN DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT) : COMPTABILISENT LES AMORTISSEMENTS.
- OPÉRATIONS D'ORDRE (COMPTE 040 EN DÉPENSES D'INVESTISSEMENT) : COMPTABILISENT LES PLUS OU MOINS VALUE LORS DES SORTIES DE BIENS DE L'INVENTAIRE AINSI QUE LES TRAVAUX EN RÉGIE.
- OPÉRATIONS PATRIMONIALES (COMPTE 041) : INTÉGRATIONS DES ÉTUDES RÉALISÉES AUX TRAVAUX CORRESPONDANTS (ÉCRITURES D'ORDRE QUI N'IMPLIQUENT PAS DE SORTIE DE TRÉSORERIE).
- OPÉRATIONS D'ORDRE (COMPTE 040 EN RECETTES) : COMPREND LES AMORTISSEMENTS ET LES ÉVENTUELLES SORTIES D'INVENTAIRE (VENTES DE BIENS).

- PPI : PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT. IL S'AGIT D'UN OUTIL DE PROSPECTIVE FINANCIÈRE ÉLABORÉ POUR LA DURÉE DU MANDAT. IL EST ACTUALISÉ CHAQUE ANNÉE, EN FONCTION DES ALÉAS RENCONTRÉS.
- POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT : POTENTIEL FISCAL + MONTANT DE LA DOTATION FORFAITAIRE PERÇU PAR LA COMMUNE EN N-1 – PRODUIT DES IMPÔTS DIRECTS DE L'ANNÉE N-1.
- POTENTIEL FISCAL : BASES DES 4 TAXES DIRECTES LOCALES X TAUX MOYEN NATIONAL DE CES TAXES + MONTANT PERÇU EN N-1 AU TITRE DE LA DGF HORS MONTANT DES COMPENSATIONS.
- PRODUITS EXCEPTIONNELS (COMPTE 77) : COMPREND LES REMBOURSEMENTS DE TROP VERSÉ, DE SINISTRES, LES MANDATS ANNULÉS...
- PRODUITS DES SERVICES (COMPTE 70) : DIFFÉRENTES RÉGIES DE LA COMMUNE (PÉRISCOLAIRE, SPORT, BIBLIOTHÈQUE...) ET PARTICIPATIONS DE LA CAF.
- PRODUITS FINANCIERS (COMPTE 76) : REMBOURSEMENTS TRAJETS DES ÉCOLES VERS LA PISCINE D'AGDE PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE.
- RESTES À RÉALISER : CORRESPONDENT AUX DÉPENSES ENGAGÉES ET NON MANDATÉES AU 31 DÉCEMBRE DE L'EXERCICE N-1 AINSI QU'AUX RECETTES CERTAINES N'AYANT PAS DONNÉ LIEU À L'ÉMISSION D'UN TITRE DE RECETTES.
- TLE : TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT. IL S'AGIT D'UNE TAXE AU PROFIT DE LA COMMUNE QUI PEUT ÊTRE DUE À L'OCCASION D'OPÉRATIONS DE CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRE, AFIN DE L'AIDER À FINANCER LES ÉQUIPEMENTS (ROUTES, ASSAINISSEMENT, ÉCOLES...)

